



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**  
Équipe territoriale

Le Havre, le 20/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SPEN**

Parc d'activités rudologiques des alizés

76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20220923\_VI\_SPEN\_réexamen bref WT

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement SPEN implanté Parc d'activités rudologiques des alizés 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED remis par l'exploitant le 08 août 2019 suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF Traitement de déchets (WT).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPEN
- Parc d'activités rudologiques des alizés 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE
- Code AIOT dans GUN :0005800498
- Régime : Autorisation (non Seveso)
- Activité principale : Plateforme de compostage et de broyage de bois

Le site SPEN de Saint-Vigor d'Ymonville est une plateforme de compostage de déchets et de broyage de bois pour la revalorisation énergétique. L'installation est visée par la directive IED au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative à la valorisation de déchets non-dangereux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Réexamen bref WT

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
Réception des déchets verts, des boues et du bois	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article Annexe 2>1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II>II	/	Sans objet
Émissions dans l'air	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3	/	Sans objet
Émissions dans l'air	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3	/	Sans objet
Émissions dans l'air	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3	/	Sans objet
Odeurs et émissions atmosphériques diffuses	Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 03/02/02	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site SPEN de Saint-Vigor-d'Ymonville le 23 septembre 2022 dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED remis par l'exploitant le 08 août 2019 suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF Traitement de déchets (WT).

L'instruction de ce dossier a conclu à la complétude de ce dossier de réexamen. L'inspection objet du présent rapport a permis d'établir la conformité des installations à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Par conséquent, l'inspection considère clos le dossier de réexamen susvisé.



## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Flux de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II>II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : a) Caractérisation et acceptation préalable des déchets (...); b) Procédures d'acceptation des déchets (...); c) Système de suivi et d'inventaire des déchets (...); d) Système de gestion de la qualité des flux sortants (...).
<b>Constats :</b> <p>Le procédé de compostage des déchets mis en œuvre sur le site SPEN de Saint-Vigor-d'Ymonville est formalisé dans la procédure "Compostage Nord-Normandie", dite procédure NNO.</p> <p>La caractérisation, l'acceptation préalable et l'acceptation finale des déchets entrants sont gérées via le logiciel DIVA. Celui-ci génère une fiche d'information préalable à l'admission des déchets (FIPAD) à partir des données fournies par les producteurs. Les FIPAD contiennent toutes les informations réglementaires : identité du producteur, identification des déchets (matière, code déchet, aspect, conformité aux seuils d'acceptation...). Lors de la réception, un opérateur, muni d'un terminal appelé PDA et connecté au logiciel DIVA, procède au contrôle des camions. Il inspecte les matières entrantes et confirme la cohérence avec la FIPAD associée. L'étape de pesée du camion est asservie à la réalisation de ce contrôle avec le PDA: en cas de chargement non prévu (pas de FIPAD) ou de chargement non-conforme aux informations présentes sur la FIPAD, la pesée est bloquée jusqu'à émission/modification de la FIPAD.</p> <p>Le suivi et l'inventaire des déchets est assuré par l'extraction des bons de pesées depuis le logiciel DIVA.</p> <p>Des analyses libératoires sont réalisées sur chaque lot avant commercialisation afin de déterminer leur conformité aux normes NFU 44051 ou 44095 selon leur nature. Le mode opératoire de suivi des analyses de compost formalise la prise de décision quant à la commercialisation des lots.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 12
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un protocole précisant les actions et le calendrier,</li><li>- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10,</li><li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),</li><li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul> <b>Applicabilité</b> L'applicabilité est limitée aux cas où une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones sensibles.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan de gestion des odeurs formalisé (« Mode opératoire RVD - NIE ») et comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures à prendre et les échéances associées ;</li><li>• les modalités de surveillance des odeurs ;</li><li>• la gestion des plaintes/problèmes d'odeurs ;</li><li>• le programme de prévention et de réduction des odeurs.</li></ul> <p>Ce document est commun aux installations SPEN (VEOLIA) présentes en Normandie et est destiné à être étendu aux sites non-IED. Dans le cadre de la surveillance des nuisances olfactives, la création d'un jury de nez est en cours et devrait être effective début 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 13
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>a) Temps de séjour réduits au maximum (...);</li><li>b) Traitement chimique (...);</li><li>c) Optimisation du traitement aérobie (...).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le procédé de compostage des déchets mis en œuvre sur le site consiste en une fermentation par aération pilotée. Cette technique est utilisée pour homogénéiser la température des andains et de limiter ainsi les opérations de retournement. Le temps de fermentation pour les déchets verts et pour le co-compostage est également réduit.  Le site de Saint-Vigor est équipé d'un système de brumisation présent sur tout son périmètre pouvant être déclenché manuellement en cas de vents défavorables. Le produit neutralisant olfactif utilisé, le Klearex EM120, est biodégradable, non-dangereux et non toxique. L'inspection des installations classées avait assisté à la mise en route de ce système lors de la précédente inspection (janvier 2022) afin de s'assurer de son bon fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle : Émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 14
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses, « en particulier » de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques suivantes : a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses (...); b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité (...); c) Prévention de la corrosion (...); d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses (...); e) Humidification (...); f) Maintenance (...); g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets (...); h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR) (...).
<b>Constats :</b> Les techniques de prévention/réduction des émissions atmosphériques diffuses mises en place par l'exploitant sont: - l'humidification: les eaux pluviales ruisselant sur le site sont intégralement réutilisées pour l'arrosage des andains, limitant ainsi la consommation d'eau potable. De fait, le site ne génère aucun rejet aqueux. - la maintenance: un programme de maintenance préventive est effectué sur les chargeuses. L'exploitant inspecte régulièrement les ventilateurs de chaque andain et dispos, le cas échéant, d'au minimum deux ventilateurs de rechange. - le nettoyage des zones extérieures de la plateforme de compostage, notamment par "grattage" au godet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Odeurs et émissions atmosphériques diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 37
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, les dégagements d'odeurs et les bio-aérosols résultant des phases de traitement « à l'air libre », la MTD consiste à appliquer une des deux techniques indiquées ci-dessous, ou les deux : a) Utilisation de membranes de couverture semi-perméables (...); b) Adaptation des activités en fonction des conditions météorologiques (...).
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare adapter ses activités en fonction des conditions météorologiques afin de limiter les émissions diffuses de poussières. L'utilisation de membranes de couverture semi-perméables n'est pas mise en œuvre sur le site. L'exploitant justifie ce choix: - par un retour d'expérience interne à VEOLIA ne permettant pas de conclure à une efficacité avérée de cette méthode; - par les difficultés de mise en œuvre liées au poids des couvertures et les risques d'accidents inhérents à leur manipulation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Odeurs et émissions atmosphériques diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article Annexe 2>1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Échantillonnage des boues de STEP
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les boues de stations d'épuration doivent être analysées, après échantillonnage conformément à la norme NF U 44-108 (boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides) ou équivalente selon les fréquences définies dans les tableaux ci-dessous:"  Nombre d'analyses de boues en routine dans l'année pour une quantité de matière sèche fournie (hors chaux) comprise entre 801 et 1600 tonnes: - Valeur agronomique des boues: 10 analyses/an; - Éléments-traces métalliques: 9 analyses/an; - Composés organiques: 4 analyses/an
<b>Constats :</b> L'exploitant procède systématiquement à une analyse des boues de STEP lorsque celles-ci proviennent d'un client occasionnel. L'inspection des installations classées a demandé à consulter les analyses d'échantillonnage réalisées en 2022 sur les boues en provenance de la commune de TOUQUES, client permanent, dont la quantité de matières sèches fournies a été estimée le jour de l'inspection à 650 tonnes, soit une prévision à 900 tonnes environ sur l'ensemble de l'année 2022. L'exploitant a présenté deux rapports d'analyses datés des 31 mars et 18 août 2022 portant sur l'ensemble des paramètres prescrits. Or, au vu de la quantité annuelle projetée, dix analyses auraient dû être réalisées concernant la valeur agronomique des boues, neuf pour les éléments métalliques et quatre pour les composés organiques. Suite à la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis daté du 26 septembre pour la réalisation de huit analyses d'ici à la fin de l'année.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, <u><b>dans un délai de 3 mois à compter de la date de la lettre de suite préfectorale</b></u> , les rapports des huit analyses prévues avant la fin de l'année sur les boues de STEP en provenance de la commune de TOUQUES ainsi que la procédure mise en place permettant le déclenchement d'alertes pour éviter que la situation ne se reproduise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale